

Le principe d'égalité et l'historicité de l'Amérique Latine.

Introduction

Lorsque nous parlons du principe d'égalité, nous faisons référence à une instance supérieure qui est au-delà des normes particulières (nationales) et qui doivent les inspirer. Ce principe est, par définition, d'ordre universel et est, par conséquent, supérieur aux normes particulières, de la même manière que le tout l'est par rapport aux parties.

Actuellement, lorsqu'on parle du principe d'égalité entre les êtres humains, on fait référence aux droits de l'homme, contenus dans les Déclarations de 1789 et 1793. Ces Déclarations sont le produit de la Révolution française et n'avaient aucune dimension universelle. La preuve est qu'elles excluaient les noirs et les femmes ; comme l'atteste, pour ces dernières, la Déclaration des Droits des Femmes d'Olympe de Gouges.

Il convient, de plus, de tenir présent à l'esprit que ces Déclarations sont le produit de la théorie du droit naturel, développée par l'école germanique du dix-septième siècle : Grotius (1583-1645), Thomasius (1622-1684) et Pufendorf (1632-1694). D'ailleurs, l'article 3 de la deuxième Déclaration des droits est un pur produit de cette pensée. En effet, selon cet article : « Tous les hommes sont égaux par nature et devant le droit ». Ce qui pose problème, car tous les êtres humains ne sont pas égaux par nature et encore moins devant le droit. En effet, il n'y a pas d'égalité naturelle, mais tous les êtres humains doivent être égaux devant le droit. Il y a ici un devoir-être qui n'est pas posé par cette pensée. De plus, le terme homme n'a pas ici la dimension générique qu'on veut bien lui attribuer.

Nous constatons, par contre, que la philosophie classique grecque, pose d'une manière très cohérente, la logique même de ce principe. En effet, Aristote (-384 à -322), nous dit dans sa Métaphysique, B, que le singulier est ce qui est un numériquement, tandis que l'universel est ce qui se manifeste, en

première instance, dans toute singularité. Ce qui veut dire concrètement que toute singularité humaine (homme, femme, blanc, noir, etc., etc.) est un être humain. Ceci, de la même manière que tout cleps est un clébard, comme on le dit dans le langage populaire. D'ailleurs, pour ce qui est de la dimension générique de tout être humain, les latins disaient : *Homo homini homo* : Tout homme est un homme pour l'homme. Et, dans sa dimension générique on devrait dire, malgré les redondances : que tout être humain est un être humain pour l'être humain.

Le fait est que la philosophie politique grecque ne reste pas uniquement au niveau du principe de l'égalité ontologique – donc, du fait que toute singularité est une manifestation de son universalité -, mais pose un devoir-être dans le processus de l'accomplissement de l'humain. En effet, à l'époque de la Réforme de Clisthène – en 508 avant l'ère chrétienne -, vont surgir les concepts de base du processus du politique : *Isothymia* (égalité en dignité), *Isonomia* (égalité juridique) et *Isocratia* : égalité devant le pouvoir.

De sorte que dans la logique de ce processus, l'*isothymia* (l'égalité en dignité), est l'égalité en puissance – le minimum éthique – qui tend à devenir égalité en acte à travers le processus du politique : l'Etat de droit qui réalise l'égalité devant le droit, et l'Etat démocratique qui réalise l'égalité devant le pouvoir : la communauté de citoyens. Dans le langage aristotélicien, il s'agit de l'égalité générique qui mène à travers le processus du politique à la justice démocratique : à l'égalité numérique, où un vaut un et pas plus d'un. Par conséquent, à la communauté d'égaux en vue de bien vivre.- Soyons clair, ici nous parlons de la théorie et non pas de la réalité de l'époque. De toutes les manières, on ne peut pas déduire le devoir-être à partir de l'être.

La Conquête et la colonisation.

Il convient de bien comprendre que la Conquête et la colonisation du Nouveau Monde, ne s'est pas déroulée sous l'inspiration des valeurs de la philosophie grecque. L'émergence du christianisme a provoqué la fin de la

civilisation gréco-latine. Laquelle n'a, certes, pas réalisé pleinement ses valeurs politiques. La nouvelle éthique, produite de la politique, ne va pas émerger, petit à petit, qu'à partir de la Révolution anglaise : 1679-1689. L'esprit du XV^{ème} et du XVI^{ème} européen était marqué par l'époque des ténèbres, du Moyen Age, qui a vu l'effacement des valeurs et des principes d'ordre universel qui avaient fleuri avec la civilisation gréco-latine. Aristote disait, par exemple, que la justice réside dans la bienveillance mutuelle et l'équité des accords. Les chinois, pour leur part, considéraient, avant Confucius (-551 à -479), qu'il est bon d'apprendre la culture des autres, mais qu'il n'est pas juste d'imposer sa culture aux autres. De plus, ils pensaient que tout être doit pouvoir s'accomplir ; que chacun doit respecter son autre, car c'est ainsi que doit régner la grande harmonie.

Ceci explique la raison pour laquelle, les célèbres sept expéditions du Marechal Zhen He (1405-1433), au Moyen Orient et en Afrique Orientale - en passant par le détroit de Malacca et le sud de L'Inde – n'ont provoqué aucun désastre humain. Et ce, malgré l'importance considérable de ces expéditions. Qui étaient composées, en moyenne, de quelques 300 bateaux et de quelques 30.000 hommes. Rappelons que le bateau amiral de Zhen He avait 112 mètres de long, tandis que la Santa Maria de Christophe Colomb faisait seulement 25 mètres de long.

Certes, on ne peut pas comparer ces entreprises. Car, les expéditions de Zhen He avaient comme but de resserrer les liens avec les contrées qui se trouvaient sur la route des épices. Tandis que celles de Christophe Colomb – à partir de la deuxième, concrètement -, et celles des conquistadores qui vont les suivre, étaient conditionnées par la donation papale : la Bulle *Inter Caetera*, du 4 mai 1493.

C'est au nom des valeurs que nous agissons et en vue de les accomplir. Bouddha (-624 à -543), considérait, à ce propos, que ce sont nos idées qui conditionnent notre existence. Que c'est avec nos idées que nous construisons notre monde. C'est, donc, le système de valeurs de l'époque de la conquête qu'il s'agit de comprendre. C'est, sans doute, le Pape Alexandre VI, Rodrigo Borgia, qui va exprimer le mieux ce système de valeurs ; à travers trois décisions personnelles, mais extrêmement significatives, qui ont marqué cette

période historique d'une manière indélébile : 1) La Bulle *Inter Caetera* dont nous venons de parler. 2) La protection, le soutien, de la négociation du Traité de Tordesillas, du 7 juin 1494, sur le partage du monde non chrétien, entre la Couronne d'Espagne et la Couronne du Portugal. 3) La Bulle de la Pureté du Sang, accordé à l'Espagne le 22 décembre 1495.

Certes, ces trois décisions ne nous disent rien de la vie privée de ce personnage, mais synthétisent bien la politique de la Papauté pendant cette période historique. A cause des chocs bactériologiques, les entreprises conquérantes ont provoqué l'effondrement démographique le plus grand de l'histoire de l'humanité. Actuellement, le centre de recherche de la CIA, nous dit que ces chocs bactériologiques ont provoqué probablement la disparition du 90% de la population du continent. Voir : *Le Monde en 2030 vue par la CIA*, Editions des Equateurs, Paris, 2013, p. 76.

Mais, par-delà ce désastre, il convient de rappeler que la Conquête a mené à la construction d'un monde hiérarchisé du point de vue raciale. Où les amérindiens et les noirs étaient considérés comme des êtres non rationnels. Et, où les mélangés – les « castas », comme on disait à l'époque colonial -, eux-mêmes étaient considérés comme des êtres rationnels, mais frappés d'indignité.

Il n'est pas inutile de rappeler que Juan Inés de Sepúlveda (1490-1573) – historiographe de Charles Quint, percepteur du Prince Philippe, future Philippe II et Contradictor de Las Casas, lors de la Controverse de Valladolid -, considérait que les amérindiens n'étaient ni des singes, ni des ours, mais qu'ils n'étaient pas très loin. Il disait plus précisément qu'ils étaient des sous-hommes. Pour sa part, Domingo Faustino Sarmiento (1811-1888) – l'auteur de *Facundo* et septième Président de l'Argentine – disait des amérindiens qu'ils étaient incapables de progrès, et que leur extermination était providentielle et utile, sublime et grande. Qu'il y avait lieu de les exterminer, sans pardonner même aux petits. (Wikipedia). Aux Etats-Unis, le général Philip H. Sheridan (1831- 1888) disait qu'un bon indien était un indien mort. (Wikipedia). Enfin, l'auteur de *La Démocratie en Amérique*, Alexis de Toqueville (1805-1859) se pose la question suivante : « Ne dirait-on pas, à voir ce qui se passe dans le monde que l'européen est aux hommes des autres races, ce que l'humain lui-

même est aux autres animaux ? Il les fait servir à son usage et quand il ne peut les plier, il les détruit. » Editions 10/18, Paris, 1963, p. 179. Puis, il ajoute un peu plus loin, en parlant des amérindiens : « Derrière eux est la faim, devant eux la guerre, partout la misère ». (Ibid., p.184).

On peut, avant de terminer cette partie, rappeler, pour ce qui est du niveau de connaissances des pré-américains que les Mayas, par exemple, entre 292 et 909 de l'ère chrétienne, ont cherché à calculer le temps que le système solaire prend pour faire sa révolution autour du centre de la galaxie – du « yum box ek », de la grande étoile noire -, et ils sont arrivés à la conclusion que ce temps était de 25.920 ans. Vers le milieu de cette période historique, Isidore de Séville (565-636), pensait, pour sa part, que la terre était plate et qu'elle flottait sur l'océan. De là, sa carte du T dans l'O : la terre dans l'océan. De plus, il nous dit que les trois continents dont était composé le monde, avait pour centre la ville de Jérusalem. Puis, que ce monde était habité par les descendants de Noé. Donc, que les descendants de Sem habitaient l'Europe, ceux de Japhet l'Asie et ceux du fils maudit, Cham, habitaient l'Afrique. Pour cette raison, selon cette forme de conscience, les noirs seront destinés par le marché triangulaire à l'esclavage. Ce qui leur donnait la chance de connaître d'aller au ciel, grâce à la traite et à l'esclavage. Rappelons que c'est par la Bulle Romanus Pontifex, du 8 janvier 1454, que le Pape Nicolas V, donna l'Afrique au Portugal, jusqu'à la fin des temps.

La mondialisation et le développement du politique.

La mondialisation et l'ouverture du monde, ont fait du principe de l'égalité la valeur suprême des temps actuels. Par conséquent, l'idée selon laquelle l'individualisme mène au pluralisme et à l'Etat de droit – pour s'accomplir dans la démocratie représentative, grâce au suffrage universel -, est un discours qui tend à perdre sa légitimité. Car, elle débouche sur des oligarchies plus ou moins libérales, comme l'a très bien compris Cornelius Castoriadis (1922-1992). A présent, comme à l'époque immédiatement postérieure à la Révolution française, nous nous posons la question de savoir – avec Cabanis (1757-1808)

et Destutt de Tracy (1754-1836) – quel est le logos de l'idée. De la vraie idée du politique, selon laquelle : la raison peut et doit gouverner l'histoire. Bonaparte, avec beaucoup d'ironie parlait de ces personnalités comme d'idéologues. Par la suite, le jeune Marx va développer la thèse selon laquelle : l'idéologie est l'idée renversée. L'idée qui marche sur sa tête, tout comme l'idéalisme hégélien.

Or, c'est justement cette interrogation, sur l'idée du logos, qui va nous conduire à la découverte de la philosophie politique classique grecque. Pour laquelle, comme nous l'avons souligné au début de cette réflexion : le vrai processus du politique ne peut se développer qu'à partir de l'*isothymia* : de l'égalité en dignité de tous les membres de la communauté sociale. L'éthos rationnel est le fondement du logos. Car le logos, comme l'avait compris Platon, est cette parole qui réfléchit à partir des valeurs d'ordre universel. Qui reconnaît que le fondement du soi – du *thymos* – est la substance éthique de l'humain. De sorte que le principe de l'*isothymia* – donc, de ce qui s'oppose par définition à la *megalothymia*, ce complexe dont souffrent les ainsi nommées bêtes de pouvoir – est le fondement du politique et du cosmopolitique. Par conséquent, que ce minimum éthique – du respect de la dignité de tous les êtres humains -, est la condition même du développement du processus du politique, dans sa plus haute manifestation.

Plus précisément, de ce mouvement qui mène avec l'Etat de droit à l'égalité juridique, avec l'Etat démocratique à la communauté de citoyens et avec l'Etat de justice, à la réalisation de la justice contributive et de la justice distributive. De sorte à créer les conditions du nivèlement social. De sorte aussi à dépasser la barbarie du mépris et de la volonté du crime envers tout ce qui ne nous ressemble pas. Car, l'accord éthique rationnel, ne peut mener qu'à la concorde. Le dialogue étant, par définition, les paroles qui se rapportent au logos.

En effet, la puissance motrice de ce processus est la conscience du fait qu'au niveau des singularités, comme des nations, il n'y a pas d'existence sans coexistence, et de coexistence sans bienveillance mutuelle et sans équité des accords, comme nous le rappelle Aristote.

Par-delà le règne de la confusion des confusions.

Le temps de crise et de disgrâce universelle que nous connaissons, ne pourra être dépassé, si nous ne tenons pas compte du fait que ce qui entrave le devenir autre du monde est non seulement d'ordre éthique, mais aussi d'ordre monétaire. Il ne s'agit pas simplement du respect de l'autre pour arriver à la concorde entre les êtres humains, mais aussi de créer les conditions de l'*égalité* des chances dans la concurrence internationale. Mais, avant de passer à la partie économique de cette réflexion, il convient de rappeler que pour le christianisme, la valeur suprême de la coexistence réside dans l'impératif selon lequel : Il faut aimer son prochain comme soi-même ! Or, il s'agit de comprendre que le prochain s'oppose au lointain, comme le semblable s'oppose au dissemblable. Par conséquent, ce principe de l'amour du prochain (du semblable), a une dimension particulariste et ne peut pas être valable dans un monde qui cherche à consolider la bienveillance à l'égard de tous les êtres humains et l'universalité des rapports. Pour cette raison, il s'avère clairement que la règle de Confucius – ne fait pas aux autres ce que tu ne veux qu'on te fasse à toi-même -, possède un niveau axiologique supérieur. Ce qui est d'autant plus significatif que nous traversons une crise d'ordre international, qui risque de provoquer un cataclysme universel, si nous ne trouvons pas une voie de sortie.

Comme nous l'avons vu, l'éthique est la base du droit. « Jus a justitia appellatur », disaient les latins. Ce qui veut dire concrètement que l'économie fait appel, à travers le droit à la justice. Ceci de la même manière que doit le faire la monnaie. Car, en grecque la monnaie s'appelle « *nomisma* », terme qui vient de « *nomos* », droit. Et qui veut dire aussi que la monnaie est la colonne vertébrale du social. Marcel Mauss (1872-1950), disait que la monnaie est un fait social total. Par conséquent, de la même manière que le droit doit dépendre de l'idée de la justice, de la même manière doit le faire l'économie (*oikos-nomos*) et, par conséquent, la monnaie.

Au niveau de sa structure fondamentale, la monnaie – comme nous venons de le souligner -, est un produit du droit. C'est donc du particulier. Nous parlons

alors de monnaie nationale et pouvons ainsi très bien comprendre que la souveraineté monétaire est un complément de la souveraineté politique. Il se pose alors la question de savoir : quelle est la dimension universelle de la monnaie ? Car, le particulier doit dépendre de l'universel, comme la partie dépende du tout.

Le problème est que depuis 1933, une monnaie nationale (l'US dollar) est la monnaie internationale. Or, un tel phénomène ne peut pas se produire, sans que ce pays ne dispose pas, par là même, d'un privilège exorbitant, comme le disait de Gaulle (1890-1970). Donc, un privilège qui permet à ce pays non seulement d'acheter les biens et les services du monde avec du simple papier, mais aussi, grâce à ce droit, de pouvoir déterminer l'économie, le droit et la politique internationale.

Barry Eichengreen, de l'Université de Berkeley, nous dit – dans un livre publié en 2011 aux Etats-Unis – que ce privilège monétaire procure aux Etats-Unis un bénéfice de 1.000 milliards de dollars par an. Voir : Le Privilège Exorbitant, Editions Odile Jacob, Paris, 2011.- Pour sa part, Le Monde en 2030, vue par la CIA, texte auquel nous venons de faire allusion, nous dit que «la domination américaine (est) soutenue par le rôle du dollar comme monnaie de réserve internationale». (p. 261).

Par conséquent, le seul chemin pour rétablir l'égalité des chances dans la concurrence internationale, est le retour à l'étalon-or international, comme l'a très bien compris Karl Polanyi dans son œuvre fondamentale : La Grande Transformation, 1944. Car, il convient de comprendre que les automatismes du marché conduisent au retour de l'étalon-or international et à la consolidation du rôle des monnaies nationales. Jusqu'à présent, les grandes puissances ont aidé les Etats-Unis à surmonter les difficultés. Puis, depuis mai 2009 la Réserve Fédérale arrive à maîtriser les circonstances de l'étalon-dollar, grâce à la planche à billets, aux célèbres QE.

Mais, il ne faut pas oublier que si le système dollar vient à s'effondrer, ce ne sont pas les Etats-Unis qui vont perdre, mais les pays qui détiennent des réserves en dollar. Car, par exemple des pays de l'Amérique Latine, contrôlent actuellement quelques 750 milliards de dollars. Cependant, il ne faut pas

oublier qu'en plus des réserves publiques, il faut aussi tenir compte des réserves privées, des personnes et des entreprises, qui sont très importantes dans ces pays. De là, le fait que certains pays, comme l'Allemagne et la Chine, facilitent les choses pour que les membres de la société civile puissent avoir accès aux métaux précieux. Car, en cas d'effondrement monétaire, il vaut mieux des sociétés civiles, avec des réserves métalliques que faire sans elles.

Nous assistons actuellement, comme au Brésil, à la prise de conscience que le progrès ne passe pas par le maintien de l'ordre construit dans le passé historique, mais par son dépassement. Pour cette raison, il est remarquable de constater que les révoltés de ce pays – en ce mois de juin 2013 - ont pu synthétiser leurs revendications en trois points : 1) Réforme agraire. 2) Réforme urbaine. 3) Gratuité des services publics. Ce qui est un programme particulièrement radical et qui crée les perspectives du nivellement social. Donc, du dépassement des inégalités sociales abyssales, propres à ce monde. Et qui constitue, par là même, une véritable lumière dans l'histoire tourmentée de l'Amérique Latine.

Au niveau global, il ne faut pas oublier que le marché est le résultat des besoins que nous avons les uns des autres. Mais, comme le disait Aristote, il n'y a pas de vie sociale sans échange ; d'échange sans égalité ; et d'égalité sans commune mesure. De là, la nécessité d'une mesure internationale – qui ne dépende que du droit de tel ou tel pays, ce qui est le cas de l'étalon-or international, comme nous venons de le souligner -, pour que l'égalité des chances puisse se réaliser au niveau global ; et, par là même, l'universalité des rapports dans la concorde et la paix.

Norman Palma

Paris, le 26 juin 2013

